

Communiqué de presse Jeudi 7 septembre

## **Quartiers prioritaires, villes en difficultés, habitant en souffrance, face à l'urgence les maires décident de lancer « les états généraux de la politique de la ville » pour la mi-octobre**

Après avoir signé une tribune le 5 août dernier sur la politique de la ville parue dans le JDD, « politique de la ville, l'état d'urgence », une vingtaine de maires de villes fortement engagées dans la politique de la ville\* (aussi hétérogène que Grigny, Sevran, Valenciennes, Nanterre, Vaulx en Velin...) se sont réunis mercredi 6 septembre, autour du mouvement citoyen Bleu Blanc Zèbre et avec les associations d'élus « villes et banlieues » et « ville de France ».

Cette première réunion transpartisane, spontanée et volontaire, avait pour objectif de dresser un constat sur les urgences qui menacent aujourd'hui un certain nombre de quartiers prioritaires et de définir un projet commun avec des politiques correctives à envisager et les moyens financiers dédiés.

La colère des maires est froide, l'inquiétude est forte et généralisée, quelques soient les villes et les contextes locaux : le couperet est tombé sur des élus désemparés par le fond et la forme.

Sur la forme, les choix estivaux ne sont pas expliqués, les impacts ne sont pas anticipés ni mesurés, la méthode est jugée brutale et descendante. Le dialogue n'est pas au rendez-vous. A titre d'exemple, l'absence de réponses aux lettres ouvertes des associations d'élus n'est pas acceptable au regard des situations d'urgences vécues dans les quartiers populaires.

Sur le fond, et à court terme, les conséquences sont déjà dramatiques tant la situation est quasi explosive dans de nombreux quartiers : les actions prévues par le tissu associatif dans les quartiers seront revues à la baisse du fait de l'annulation des 46,5 millions d'euros de crédits de la politique de la ville.

Le non remplacement des contrats aidés vont créer du désordre social et générer des problématiques d'ordre public considérable,

L'encadrement des élèves dans certains quartiers devient impossible à assurer tant la mixité sociale n'existe plus,

Des secteurs entiers (insertion, petite enfance, médico-social, animation) risquent de disparaître ou vont devoir, rapidement, réduire drastiquement la qualité et l'accessibilité de leurs services et accompagnements, notamment auprès des personnes et familles fragiles et vulnérables ;

**Il est temps de donner un nouveau souffle à la politique de la ville, dont l'identité est à repenser, et d'en faire « des territoires gagnants » suscitant un nouvel espoir.**

Les maires souhaitent plus que jamais concentrer les efforts là où les besoins sont urgents et où les villes n'ont plus de marge de manœuvre. Ils actent pour une grande ambition et des expérimentations sur de nombreux sujets comme le rapport à la police, le développement du numérique, l'insertion des jeunes, les femmes isolées...

Pour ces raisons, les maires s'engagent à se réunir pour organiser à la mi-octobre à Grigny « les états généraux de la politique de la ville, les solutions ». Plusieurs thèmes y seront traités. En voici quelques-uns qui seront précisés dans les prochains jours :

Les grands leaders associatifs doivent être largement soutenus, sécurisés et écoutés tant leur expertise est de qualité pour beaucoup d'entre eux. Les contrats de ville ne jouent pas ou plus leur rôle d'incubateur et d'essaimage de solutions.

La rénovation urbaine est devenue une véritable machinerie complexe et inefficace. Les études préalables et opérationnelles s'amoncellent. Les projets n'avancent pas, les habitants s'impatientent, les élus et techniciens se perdent en réunions.

Le chômage, notamment des jeunes, est endémique, comment enrayer cela sans recréer de la lourdeur, des acteurs comme Mozaik RH et l'apels ont des réponses ?

Les phénomènes de délinquance, de radicalisation, de repli s'amplifient et rend les élus extrêmement inquiet et démuni face à cela.

Enfin de multiples problématiques : copropriétés dégradées, délinquance juvénile, des relations très complexe entre les citoyens et la police et du manque d'effectifs policiers, absence de politiques et stratégies de peuplement et de mixité... plus que jamais, l'enjeu de cohésion sociale est au cœur du déploiement des politiques d'aménagement du territoire.

#### **Nous proposons un préalable, une méthode et un calendrier :**

- Le préalable : **nous demandons un moratoire absolu sur les décisions estivales** ; les contrats aidés, le maintien des adultes relais, la baisse des crédits aux associations. Un engagement de l'état sur de nouvelles propositions concertées avec les villes.
- Une méthode : **nous souhaitons le rétablissement d'un dialogue et d'un travail avec le gouvernement sur la définition de priorités pour les quartiers populaires**. Un rendez-vous avec le ministre de la ville indispensable avant la préparation du budget 2018. Notre collectif soumettra des propositions fortes ainsi que des actions prioritaires à mener à la suite des Etats généraux de la politique de la ville.
- Calendrier : notre groupe de maire avec les associations d'élus « ville et banlieue » et « villes de France » **lancera vers la mi-octobre « les états généraux de la politique de la ville, quels solutions ? »**. Il se réunira le 20 septembre prochain pour valider le programme, en vue de créer un nouvel élan historique, généreux et ambitieux pour enrayer l'enlisement dans lequel se trouve aujourd'hui la politique de la ville et résoudre les problèmes des gens.

**Il n'est pas question de dresser un nouveau tableau noir de notre pays mais bien de redonner de l'espoir aux citoyens en proposant de nouvelles solutions pour nos territoires à partir d'expériences qui ont fait leur preuve aux quatre coins de France.**

\*Ville de Sevrans, Chanteloup les vignes, Beauvais, Vaux en Velin, Grigny, Epinal, Hérouville St Clair, Montceau, Nancy, Valenciennes, Bethune, Allonnes, Arras, Paris, Roubaix, Nanterre, Mulhouse....